

**Point de presse du porte-parole
adjoint - Alliance solaire
internationale/Accession au statut
d'organisation
internationale/Déclaration de M.
Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères -
Irak/Déplacement de M.
Jean-Baptiste Lemoyne - Jérusalem
- Syrie**
(Paris, 06 décembre 2017)

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Alliance solaire internationale - Accession au statut d'organisation internationale (6 décembre 2017) - Déclaration de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères

Je salue l'accession, ce jour, de l'Alliance solaire internationale au statut d'organisation internationale. L'accord-cadre définissant ses statuts a été signé par 46 pays et ratifié par 19 d'entre eux.

Cette avancée s'inscrit dans la dynamique de l'action en faveur de la lutte contre le changement climatique, qui sera au centre de la rencontre «One Planet Summit» le 12 décembre à Paris.

L'Alliance solaire internationale a été lancée par la France et l'Inde lors de la conférence de Paris pour le climat en décembre 2015. Elle a pour objectif de faciliter le déploiement de l'énergie solaire à grande échelle dans les 121 pays de la zone située entre les tropiques, en agrégeant la demande de financements, de technologies et d'innovation.

Il s'agit d'une des coalitions les plus prometteuses pour lutter contre le changement climatique.

C'est aussi la première organisation internationale accueillie sur le sol indien.

2 - Irak - Déplacement de M. Jean-Baptiste Lemoyne (6-7 septembre 2017)

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires

étrangères, est à Bagdad les 6 et 7 décembre pour coprésider la commission mixte économique franco-irakienne et participer au conseil d'affaires France-Irak qu'il a ouvert aux côtés de M. Sami Al-Araji, président du conseil national des investissements.

À l'occasion de son déplacement, M. Jean-Baptiste Lemoyne rencontrera M. Falah Hassan Zubeidan Al-Luhaybi, ministre de l'agriculture, M. Salman Al-Jomaili, ministre du plan chargé du commerce, et M. Jabbar A.H. Al-Luieby, ministre du pétrole.

La commission mixte, première à se tenir depuis 2015, est une étape importante dans la relance de la relation bilatérale. Elle a vocation à préparer l'établissement de nouveaux partenariats entre nos deux pays dans la perspective de la reconstruction du pays. Elle s'inscrit dans la dynamique de la rencontre à Paris le 5 octobre entre le Premier ministre irakien, M. Haïder al-Abadi, et un important panel d'entreprises françaises.

Dans le cadre du conseil des affaires franco-irakien, une délégation d'une vingtaine d'entreprises françaises accompagnera M. Lemoyne, dont un grand nombre (telles que Suez, Thalès, Schneider Electric, Vinci Construction et Bouygues Construction) sont déjà présentes en Irak où elles participent à l'effort de reconstruction. Des PME et ETI françaises, dont plusieurs font partie de la délégation, ont également confirmé à M. Jean-Baptiste Lemoyne leur volonté d'étendre leurs activités à l'Irak.

Les besoins de l'Irak pour la phase de reconstruction supposent un important programme de redressement macroéconomique. Cela a été acté dans le cadre de l'accord de confirmation d'un montant de 5,4 Mds de dollars mis en place par le FMI, auquel la France contribue au travers d'un prêt budgétaire de 430 M d'euros.

3 - Jérusalem

Q - Pensez-vous que les États-Unis puissent jouer un rôle crédible pour relancer le processus de paix si, comme prévu, ils reconnaissent Jérusalem comme capitale d'Israël et se préparent à déplacer l'ambassade ?

Q - Les dernières déclarations de Donald Trump ne laissent pratiquement plus aucun doute sur sa volonté de transférer l'ambassade des États-Unis de Tel Aviv à Jérusalem et donc de reconnaître officiellement cette ville comme capitale d'Israël. «Trois jours de colère» ont été décrétés dans les Territoires palestiniens. Tout le Moyen-Orient risque de s'embraser, pouvant même alimenter les avatars de l'organisation dite de l'État islamique. Au-delà des récentes déclarations de la France appelant à des négociations sur le statut de Jérusalem, comment comptez-vous réellement et concrètement agir dans le cadre de la situation qui serait ainsi créée, les Palestiniens ayant d'ores et déjà fait savoir qu'une telle reconnaissance signifierait la fin de la solution à deux États ?

R - Le président de la République a fait part le 4 décembre de sa préoccupation sur la possibilité que les États-Unis reconnaissent Jérusalem comme capitale d'Israël.

Il a rappelé que la question du statut de Jérusalem devra être réglée dans le cadre des négociations de paix entre Israéliens et Palestiniens, visant en particulier l'établissement de deux États, Israël et la Palestine, vivant côte à côte en paix et en sécurité avec Jérusalem pour capitale.

Comme vous le savez, la France est attachée au respect du droit international et à la mise en oeuvre des paramètres internationalement agréés pour parvenir à une solution juste et durable du conflit au Proche-Orient.

4 - Syrie

Q - Comment analysez-vous le refus de la délégation du gouvernement syrien de revenir à Genève pour continuer le processus onusien de négociations. Est-ce que cela ne démontre pas l'impuissance de ce processus, de l'envoyé spécial et des parrains ?

R - La France déplore l'absence de la délégation du régime à Genève et son refus de s'engager de bonne foi dans la négociation pour parvenir à une solution politique négociée en Syrie sur la base du cadre de référence internationalement agréé, le communiqué de Genève et la résolution 2254 du conseil de sécurité.

Ce refus met à jour la stratégie d'obstruction du processus politique menée par le régime de Damas, qui porte la responsabilité de l'absence de progrès dans les négociations. Nous appelons les soutiens du régime, en premier lieu la Russie, à prendre leurs responsabilités pour qu'il entre enfin dans la négociation à Genève.

La France relève qu'à l'inverse, les Nations unies ont salué la constitution d'une délégation unique de l'opposition syrienne, ainsi que l'attitude constructive dont elle continue de faire preuve à Genève.

Nous réitérons notre plein soutien à la médiation conduite par l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies pour la Syrie, M. Staffan de Mistura./.